

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 974

[2011/201670]

31 MARS 2011. — Décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi en vue d'instituer un comité stratégique, un bureau exécutif unique et un comité d'audit (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 8 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 18 décembre 2003, du 17 novembre 2005, du 30 avril 2009 et du 22 juillet 2010, les mots "pour chaque entité par un bureau exécutif, tel que visé aux sections 5 et 6 du présent chapitre." sont remplacés par les mots qui suivent :

« par un bureau exécutif, tel que visé à la section 5 du présent chapitre et par un comité stratégique, tel que visé à la section 7 du présent chapitre. »

Art. 3. Dans l'article 12 du même décret, remplacé par les articles 21 et 48 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

I) au point 4°, les mots "aux bureaux exécutifs en fonction de leur compétence" sont remplacés par les mots qui suivent : "au bureau exécutif";

II) au point 5°, les mots "d'un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";

III) le point 6° est remplacé par ce qui suit :

« il arrête le règlement d'ordre intérieur du bureau exécutif et approuve le règlement d'ordre intérieur du comité stratégique visé à l'article 24; »;

IV) au point 11°, les mots "pour autant que ces marchés publics ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office et" sont supprimés;

V) le point 11° est complété comme suit :

« Il prend également les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics de services pluriannuels dont le montant estimé dépasse 22.000 euros hors T.V.A. et aux marchés publics de fournitures et de travaux pluriannuels dont le montant dépasse 67.000 euros hors T.V.A., pour autant que ces marchés ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office. »;

VI) au point 13°, les mots "des trois bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";

b) au § 1^{er}, des alinéas 2 et 3 sont ajoutés comme suit :

« Le comité de gestion sollicite l'avis du comité stratégique visé à l'article 24 sur les décisions visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 7°, 8° et 11°.

Le comité stratégique rend également un avis préalable sur les décisions de délégation au bureau exécutif et à l'administrateur général, visées à l'alinéa 1^{er}, § 1^{er}, 4°, pour autant qu'elles concernent directement l'une des décisions visées à l'alinéa 2. »

Art. 4. Dans l'article 14 du même décret, modifié par les articles 22, 23 et 48 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 8°, les mots "aux bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "au bureau exécutif";

b) au point 10°, les mots "un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "le bureau exécutif";

c) au point 13°, les mots "des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";

d) le point 14° est supprimé.

Art. 5. L'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par l'article 24 du décret du 13 mars 2003, est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement wallon fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer au président, aux membres du comité de gestion, aux membres du bureau exécutif, aux membres du comité stratégique, aux commissaires et aux membres du comité d'audit. »

Art. 6. Dans l'article 18 du même décret, modifié par les articles 25 et 48 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots "et un bureau exécutif visé aux sections 5 et 6 du présent chapitre" sont remplacés par les mots qui suivent : "et le bureau exécutif visé à la section 5 du présent chapitre";

b) à l'alinéa 2, les mots "ou un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "ou le bureau exécutif";

c) à l'alinéa 2, in fine, et à l'alinéa 3, les mots "ou d'un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "ou du bureau exécutif".

Art. 7. Le titre de la cinquième section du troisième chapitre du même décret, inséré par l'article 26 du décret du 13 mars 2003 et intitulé "Section 5. — Des bureaux exécutifs" est remplacé par les mots suivants : "Section 5. — Du bureau exécutif et de ses attributions".

Art. 8. Dans l'article 19 du même décret, modifié par l'article 27 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le liminaire du § 1^{er}, les mots "Les bureaux exécutifs sont composés" sont remplacés par les mots qui suivent : "Le bureau exécutif est composé";
- b) au même paragraphe, 4^o, les mots "chacun pour ce qui le concerne" sont supprimés;
- c) au § 2, les mots "des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";
- d) au même paragraphe, in fine, le mot "concerné" est supprimé;
- e) le § 3 est remplacé par ce qui suit :
« § 3. Sur la proposition de l'administrateur général, le bureau exécutif désigne, parmi les membres du personnel, la personne chargée d'assurer le secrétariat du bureau exécutif et son suppléant. »;
- f) au § 4, les mots "des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";
- g) aux §§ 5, 6 et 7, les mots "d'un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";
- h) au § 7, les mots "lorsqu'il constate un conflit de compétences ou d'intérêt entre bureaux exécutifs" sont supprimés;
- i) au même paragraphe, les mots "sur les travaux des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "sur les travaux du bureau exécutif";
- j) au même paragraphe, dernière phrase, le mot "concerné" est supprimé.

Art. 9. Le titre de la sixième section du troisième chapitre du même décret, inséré par l'article 28 du décret du 13 mars 2003 et intitulé "Section 6. — Attributions des bureaux exécutifs", est supprimé.

Art. 10. L'article 20 du même décret, modifié par l'article 29 du décret du 13 mars 2003 et nouvellement inséré dans la cinquième section du troisième chapitre, est modifié comme suit :

« Art. 20. Conformément aux orientations et décisions prises par le comité de gestion, le bureau exécutif dispose des pouvoirs suivants :

- 1^o il prépare les décisions à prendre par le comité de gestion;
- 2^o il prend toutes les décisions autres que relevant de la gestion journalière, dérivées des décisions de stratégie et de principe;
- 3^o il prend les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics, qui ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office, ne présentent pas un caractère pluriannuel et dont le montant estimé des marchés ne dépasse pas 740.000 euros hors T.V.A.; il adresse au comité de gestion un rapport trimestriel sur les passations de marchés publics de services dont le montant dépasse 22.000 euros hors T.V.A. et les passations de marchés publics de fournitures et de travaux dont le montant dépasse 67.000 euros hors T.V.A.;
- 4^o il exerce toutes autres tâches qui lui sont spécifiquement déléguées par le comité de gestion conformément à l'article 12, § 1^{er}, 4^o; ».

Art. 11. Dans l'article 21 du même décret, modifié par l'article 30 du décret du 13 mars 2003 et nouvellement inséré dans la cinquième section du troisième chapitre, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le liminaire de l'article, les mots "Les bureaux exécutifs proposent leur règlement d'ordre intérieur" sont remplacés par les mots qui suivent : "Le bureau exécutif propose son règlement d'ordre intérieur";
- b) aux points 1^o, 2^o et 4^o, les mots "des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";
- c) au point 3^o, les mots "les bureaux exécutifs peuvent faire appel" sont remplacés par les mots qui suivent : "le bureau exécutif peut faire appel";
- d) aux points 5^o et 6^o, le mot "leurs" est remplacé par le mot "ses";
- e) le point 7^o est supprimé.

Art. 12. La septième section du troisième chapitre du même décret, insérée par l'article 31 du décret du 13 mars 2003 et intitulée "Section 7. — De la gestion journalière de l'Office" devient la sixième section du troisième chapitre du même décret.

Art. 13. Dans l'article 23 du même décret, modifié par les articles 32 et 48 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^{re} phrase, les mots "par un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "par le bureau exécutif";
- b) au même paragraphe et même alinéa, 2^e phrase, les mots "ou un bureau exécutif" sont supprimés;
- c) au § 2, 7^o, les mots "d'un bureau exécutif" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif";
- d) le même paragraphe est complété comme suit :

« 9^o prend les décisions administratives à portée individuelle relatives aux marchés publics, qui concernent les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office, pluriannuelles ou non, dont le montant estimé des marchés ne dépasse pas 740.000 euros hors T.V.A.

Il prend également les décisions administratives à portée individuelle, relatives aux marchés publics de services pluriannuels dont le montant estimé ne dépasse pas 22.000 euros hors T.V.A. et aux marchés publics de fournitures et de travaux pluriannuels dont le montant ne dépasse pas 67.000 euros, qui ne concernent pas les dépenses courantes nécessaires au fonctionnement de l'Office. »;

- e) au § 3, alinéa 1^{er}, est inséré une troisième phrase, rédigée comme suit :

« Cet accord peut être révisé, moyennant approbation du Gouvernement, soit dans l'année du renouvellement du contrat de gestion ou de la modification de celui-ci par avenant, soit dans l'année d'une requête officielle adressée au Gouvernement par le comité de gestion, de sa propre initiative ou à la demande de l'administrateur général. »;

- f) au § 4, les mots "des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots "du bureau exécutif";
- g) au même paragraphe, une deuxième phrase est ajoutée comme suit :

« L'administrateur général adresse au comité de gestion un rapport trimestriel sur les passations de marchés publics de services dont le montant dépasse 22.000 euros hors T.V.A. et les passations de marchés publics de fournitures et de travaux dont le montant dépasse 67.000 euros hors T.V.A. »

Art. 14. L'article 24 du même décret devient le § 7 de l'article 23 du même décret.

Art. 15. Après l'article 23 du même décret, nouvellement modifié, il est inséré une septième section, comportant un article 24, et rédigée comme suit :

« Section 7. — Du comité stratégique

Art. 24. § 1^{er}. Outre les missions fixées à l'article 12, alinéas 2 et 3, le comité stratégique est un organe consultatif chargé de remettre des avis préalablement sur :

1° les documents ou les décisions principales à prendre qui fixent des orientations de stratégie, de principe et de méthode relatives à la mise en œuvre du contrat de gestion, ainsi que sur les résultats de mise en œuvre et de suivi du contrat de gestion;

2° les plans stratégiques pluriannuels dont la liste est fixée dans le contrat de gestion;

3° les décisions à prendre par le comité de gestion en matière de délégation de compétence au bureau exécutif, en vue de l'application de l'article 20, 2°;

4° les documents ou décisions du comité de gestion concernant la confection du budget initial de l'Office, le suivi de l'exécution budgétaire et les propositions d'ajustements budgétaires, dont ceux visés à l'article 27, § 1^{er};

5° les projets de contracter des emprunts visés à l'article 27, § 3;

6° les décisions à prendre par le comité de gestion qu'il souhaite lui soumettre.

§ 2. Le comité stratégique est composé :

1° du président et du vice-président du comité de gestion, assurant les fonctions de président et de vice-président;

2° de deux représentants des organisations représentatives des employeurs, ainsi que leurs suppléants, nommés par le Gouvernement, sur la base d'une liste double de candidats présentés par les organisations représentatives des employeurs;

3° de deux représentants des organisations représentatives des travailleurs, ainsi que leurs suppléants, nommés par le Gouvernement, sur la base d'une liste double de candidats présentés par les organisations représentatives des travailleurs;

4° de deux membres désignés par le Gouvernement;

5° de l'administrateur général.

Le comité stratégique est renouvelé dans son intégralité avant le 31 décembre de l'année de la mise en place du Gouvernement, sauf en ce qui concerne la première désignation du comité stratégique.

Seuls les membres du comité stratégique visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, participent à l'élaboration et à l'approbation de l'avis. Ils doivent être belges ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne et âgés de vingt et un ans au moins.

Deux tiers au maximum de ces membres sont du même sexe.

§ 3. Le comité de gestion adresse la demande d'avis au comité stratégique.

Le comité stratégique ne rend valablement son avis que si la moitié des membres au moins sont présents.

Si l'avis n'a pas recueilli l'unanimité des membres visés au 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, les différentes positions y sont exprimées. L'avis rendu est motivé.

Le comité stratégique établit son propre règlement d'ordre intérieur qui contient au minimum :

1° les règles concernant la convocation du comité stratégique;

2° les règles relatives à la présidence du comité stratégique;

3° les conditions dans lesquelles le comité stratégique peut faire appel à des experts ou à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières;

4° les règles relatives aux modalités de délibération et de prise d'avis;

5° les règles relatives aux modalités de rédaction et d'approbation des avis, des procès-verbaux, par le comité;

6° les règles relatives à la transmission et à la communication des avis;

7° la périodicité des réunions;

8° les règles de déontologie visant à prévenir le conflit d'intérêt et à assurer le respect de la confidentialité.

§ 4. Le comité stratégique sollicitera trimestriellement l'inscription à l'ordre du jour du comité de gestion de l'ensemble de ses avis. »

Art. 16. Dans l'article 46 du même décret, modifié par l'article 43 du décret du 13 mars 2003, les mots "des bureaux exécutifs" sont remplacés par les mots qui suivent : "du bureau exécutif et du comité stratégique".

Art. 17. Le neuvième chapitre, abrogé par l'article 44 du décret du 13 mars 2003, est rétabli et libellé comme suit :

« CHAPITRE IX. — *Audit interne* »

Art. 18. Dans le neuvième chapitre, abrogé par l'article 44 du décret du 13 mars 2003, rétabli et nouvellement libellé "CHAPITRE IX. — *Audit interne*", sont insérés les articles qui suivent :

« Art. 47. Il est institué un comité d'audit chargé d'assister le comité de gestion dans l'accomplissement de ses responsabilités de supervision en matière d'intégrité des rapports financiers, de conformité de l'Office avec les exigences légales et réglementaires, d'indépendance et de performance du département de l'audit interne, ainsi qu'en matière d'exécution des contrôles externes.

Le Gouvernement peut préciser ces missions.

Art. 48. Le comité d'audit est composé :

— du président et du vice-président du comité de gestion;

— de deux membres experts, externes et indépendants de l'Office, choisis sur la base de leur compétence en matière d'audit interne et désignés par le Gouvernement, sur proposition du comité de gestion.

Ils sont désignés, par le Gouvernement, pour cinq ans en lien avec la durée du contrat de gestion, renouvelable.

Le président et le vice-président du comité d'audit doivent appartenir à des composantes différentes, l'un des deux étant un des deux représentants du comité de gestion, et l'autre un des deux experts, externes et indépendants de l'Office.

Tout membre quittant le comité d'audit est remplacé dans les trois mois qui suivent la prise de fin de son mandat. La personne désignée au remplacement achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 49. Le comité d'audit se réunit au minimum quatre fois par an. Le comité d'audit arrête la charte de fonctionnement, dans laquelle figurent au moins les modalités de fonctionnement des réunions du comité d'audit, l'exercice de ses missions, ses droits et obligations envers l'office, ses relations avec les organes de l'Office et les autres organes de contrôle externe, et soumet la charte pour approbation au comité de gestion.

Art. 50. Le comité d'audit dispose d'un département d'audit interne, appelé "cellule d'audit interne", relevant directement de son autorité et chargé de la gestion administrative des missions du comité d'audit.

Le comité, par l'intermédiaire de la cellule d'audit, établit un programme annuel et un plan pluriannuel de missions d'audits internes.

Pour chaque mission d'audit, un rapport écrit contenant la description des faits et des constatations, ainsi qu'une évaluation du système de contrôle interne et des éventuelles recommandations est établi.

Art. 51. Les ressources et moyens du comité d'audit, en ce compris ceux relatifs à la cellule d'audit interne, sont à charge du budget de l'Office, dans une ligne budgétaire spécifique. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 343 (2010-2011), n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 mars 2011.

Discussion - Votes.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 974

[2011/201670]

31 MAART 2011. — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) met het oog op de oprichting van een strategisch comité, een enig uitvoerend bureau en een auditcomité (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 8 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2003, 18 december 2003, 17 november 2005, 30 april 2009 en 22 juli 2010, worden de woorden "voor elke entiteit bijgestaan door een uitvoerend bureau, zoals bedoeld in de afdelingen 5 en 6 van dit hoofdstuk" vervangen door de woorden "bijgestaan door een uitvoerend bureau, zoals bedoeld in afdeling 5 van dit hoofdstuk en door een strategisch comité, zoals bedoeld in afdeling 7 van dit hoofdstuk."

Art. 3. In artikel 12 van hetzelfde decreet, vervangen door de artikelen 21 en 48 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid :

I) in punt 4^o, worden de woorden "aan de uitvoerende bureaus, op grond van hun bevoegdheid" vervangen door de woorden "aan het uitvoerend bureau";

II) in punt 5^o worden de woorden "van een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

III) punt 6^o wordt vervangen als volgt :

« het stelt het huishoudelijk reglement van het uitvoerend bureau vast en keurt het huishoudelijk reglement van het strategisch comité bedoeld in artikel 24 goed; »;

IV) in punt 11^o vervallen de woorden "voor zover de overheidsopdrachten niet slaan op de lopende uitgaven die nodig zijn voor de werking van de "Office" en";

V) punt 11° wordt aangevuld als volgt :

« Het neemt ook administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die betrekking hebben op meerjarige overheidsopdrachten van diensten, waarvan het geraamde bedrag hoger is dan 22.000 euro, exclusief btw, en op de meerjarige overheidsopdrachten van leveringen en werken, waarvan het bedrag hoger is dan 67.000 euro, exclusief btw, voor zover deze overheidsopdrachten niet slaan op de lopende uitgaven die nodig zijn voor de werking van de "Office". »;

VI) in punt 13° worden de woorden "van de drie uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

b) in § 1, worden een tweede lid en derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Het beheerscomité wint het advies in van het strategisch comité bedoeld in artikel 24 over de beslissingen bedoeld in het eerste lid, 2°, 7°, 8° en 11°.

Het strategisch comité brengt ook een voorafgaand advies uit over de in het eerste lid, § 1, 4°, bedoelde beslissingen inzake overdracht van bevoegdheden aan het uitvoerend bureau en aan de administrateur-generaal voor zover ze rechtstreeks betrekking hebben op één van de beslissingen bedoeld in het tweede lid."

Art. 4. In artikel 14 van hetzelfde decreet, vervangen door de artikelen 22, 23 en 48 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 8° worden de woorden "aan de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "aan het uitvoerend bureau";

b) in punt 10° worden de woorden "een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "het uitvoerend bureau";

c) in punt 13° worden de woorden "van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

d) punt 14° vervalt.

Art. 5. Artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen door artikel 24 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden van de voorzitter, de leden van het beheerscomité, de leden van het uitvoerend bureau, de leden van het strategisch comité, de commissarissen en de leden van het auditcomité. »

Art. 6. In artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de artikelen 25 en 48 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "en een uitvoerend bureau zoals bedoeld in de afdelingen 5 en 6 van dit hoofdstuk" vervangen door de woorden "en het uitvoerend bureau zoals bedoeld in afdeling 5 van dit hoofdstuk";

b) in het tweede lid worden de woorden "of een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "of het uitvoerend bureau";

c) in het tweede lid, in fine, en in het derde lid, worden de woorden "of van een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "of van het uitvoerend bureau".

Art. 7. De titel van afdeling 5 van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 26 van het decreet van 13 maart 2003 met als opschrift "*Afdeling 5. — Uitvoerende bureaus*" wordt vervangen als volgt : "*Afdeling 5. — Het uitvoerend bureau en zijn bevoegdheden*".

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 27 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende zin van § 1 worden de woorden "De uitvoerende bureaus bestaan uit" vervangen door de woorden "Het uitvoerend bureau bestaat uit";

b) in dezelfde paragraaf, 4°, vervallen de woorden "ieder wat hem betreft";

c) in § 2 worden de woorden "van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

d) in dezelfde paragraaf, in fine, vervalt het woord "betrokken";

e) § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Op de voordracht van de administrateur-generaal wijst het uitvoerend bureau onder de personeelsleden de persoon aan die zijn secretariaat zal waarnemen, alsmede zijn plaatsvervanger. »;

f) in § 4 worden de woorden "van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

g) in de §§ 5, 6 en 7 worden de woorden "van een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

h) in § 7 vervallen de woorden ", dat er een bevoegdheids- of belangenconflict bestaat tussen verschillende uitvoerende bureaus";

i) in dezelfde paragraaf worden de woorden "de werkzaamheden van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "de werkzaamheden van het uitvoerend bureau";

j) in dezelfde paragraaf, laatste zin, vervalt het woord "betrokken".

Art. 9. De titel van afdeling 6 van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 28 van het decreet van 13 maart 2003 met als opschrift : "*Afdeling 6. — Bevoegdheden van de uitvoerende bureaus*" vervalt.

Art. 10. Artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 29 van het decreet van 13 maart 2003 en onlangs ingevoegd in afdeling 5 van hoofdstuk 3, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 20. Op grond van de richtlijnen en beslissingen van het beheerscomité beschikt het uitvoerend bureau over de volgende bevoegdheden :

1° het bereidt de door het beheerscomité te nemen beslissingen voor;

2° het neemt alle beslissingen die geen verband houden met het dagelijks beheer en die voortvloeien uit de strategie- en principebeslissingen;

3° het neemt administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die betrekking hebben op overheidsopdrachten, die niet slaan op de gewone uitgaven die nodig zijn voor de werking van de "Office", die niet meerjarig zijn en waarvan het geraamde bedrag niet hoger is dan 740.000 euro, exclusief btw; het bezorgt het beheerscomité een driemaandelijks verslag over de gunningen van overheidsopdrachten van diensten waarvan het bedrag hoger is dan 22.000 euro, exclusief btw, en de gunningen van overheidsopdrachten van leveringen en werken waarvan het bedrag hoger is dan 67.000 euro, exclusief btw;

4° het vervult de andere taken die het beheerscomité hem speciaal opdraagt, overeenkomstig artikel 12, § 1, 4°; ».

Art. 11. In artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 30 van het decreet van 13 maart 2003 en onlangs ingevoegd in afdeling 5 van hoofdstuk 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de inleidende zin van het artikel worden de woorden "De uitvoerende bureaus leggen hun huishoudelijk reglement voor aan het beheerscomité" vervangen door de woorden "Het uitvoerend bureau legt zijn huishoudelijk reglement voor aan het beheerscomité";

g) in de punten 1°, 2° en 4° worden de woorden "van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

c) in punt 3° worden de woorden "de uitvoerende comités punctueel een beroep mogen doen" vervangen door de woorden "het uitvoerend bureau punctueel een beroep mag doen";

d) in de punten 5° en 6° wordt het woord "hun" vervangen door het woord "zijn";

e) punt 7° vervalt.

Art. 12. Afdeling 7 van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 31 van het decreet van 13 maart 2003, met als opschrift "Afdeling 7. — Dagelijks beheer van de "Office"" wordt afdeling 6 van hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet.

Art. 13. In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de artikelen 32 en 48 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, eerste zin, worden de woorden "een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "het uitvoerend bureau";

b) in dezelfde § en in hetzelfde lid, tweede zin, vervallen de woorden "of een uitvoerend bureau"

c) in § 2, 7°, worden de woorden "van een uitvoerend bureau" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

d) dezelfde paragraaf wordt aangevuld als volgt :

« 9° neemt de administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die betrekking hebben op overheidsopdrachten, die slaan op de lopende, al dan niet meerjarige, uitgaven die nodig zijn voor de werking van de "Office" waarvan het geraamde bedrag niet hoger is dan 740.000 euro, exclusief btw.

Hij neemt ook de administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte die betrekking hebben op meerjarige overheidsopdrachten van diensten, waarvan het geraamde bedrag niet hoger is dan 22.000 euro, exclusief btw, en op de meerjarige overheidsopdrachten van leveringen en werken, waarvan het bedrag niet hoger is dan 67.000 euro, exclusief btw, voor zover deze overheidsopdrachten niet slaan op de lopende uitgaven die nodig zijn voor de werking van de "Office". »;

e) in § 3, eerste lid, wordt een derde zin ingevoegd, luidend als volgt :

« Die overeenstemming kan mits de goedkeuring van de Regering herzien worden ofwel binnen het jaar van herziening van het beheerscontract of van de wijziging ervan bij aanhangsel, ofwel binnen het jaar waarin het beheerscomité op eigen initiatief of op verzoek van de administrateur-generaal een officieel verzoekschrift richt aan de Regering. »;

f) in § 4 worden de woorden "van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau";

g) in dezelfde paragraaf wordt een tweede zin toegevoegd, luidend als volgt :

« De administrateur-generaal bezorgt het beheerscomité een driemaandelijks verslag over de gunningen van overheidsopdrachten van diensten, waarvan het bedrag hoger is dan 22.000 euro, exclusief btw, en de gunningen van overheidsopdrachten van leveringen en werken, waarvan het bedrag hoger is dan 67.000 euro, exclusief btw ».

Art. 14. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt § 7 van artikel 23 van hetzelfde decreet.

Art. 15. Na artikel 23 van hetzelfde decreet, onlangs gewijzigd, wordt een afdeling 7 ingevoegd, die een artikel 24 bevat en die als volgt luidt :

« *Afdeling 7. — Strategisch comité*

Art. 24. § 1. Naast de opdrachten bepaald in artikel 12, tweede en derde lid, is het strategisch comité een raadgevend orgaan dat ermee belast is voorafgaande adviezen uit te brengen over :

1° de documenten of de hoofdzakelijke te nemen beslissingen die strategische, principiële en methodologische oriëntaties bepaalt inzake de uitvoering van het beheerscontract alsmede over de resultaten van de uitvoering en de opvolging van het beheerscontract;

2° de meerjarige strategische plannen waarvan de lijst in het beheerscontract bepaald wordt;

3° de beslissingen die door het beheerscomité inzake de overdracht van bevoegdheden aan het uitvoerend bureau genomen moeten worden met het oog op de toepassing van artikel 20, 2°;

4° de documenten of de beslissingen van het beheerscomité betreffende het opmaken van de oorspronkelijke begroting van de "Office", de opvolging van de begrotingsuitvoering en de voorstellen van budgettaire aanpassingen, waaronder die bedoeld in artikel 27, § 1;

5° de projecten om leningen aan te gaan, zoals bedoeld in artikel 27, § 3;

6° de beslissingen die door het beheerscomité genomen moeten worden en die het wenst hem voor te leggen.

§ 2. Het strategisch comité bestaat uit :

1° de voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité die de functies van voorzitter en ondervoorzitter waarnemen;

2° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties alsmede uit hun plaatsvervaarders die door de Regering benoemd worden op grond van een dubbellijst van kandidaten voorgedragen door de representatieve werkgeversorganisaties;

3° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties alsmede uit hun plaatsvervaarders die door de Regering benoemd worden op grond van een dubbellijst van kandidaten voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties;

4° twee leden aangewezen door de Regering;

5° de administrateur-generaal.

Het strategisch comité wordt volledig hernieuwd vóór 31 december van het installatiejaar van de Regering, behalve wat betreft de eerste aanwijzing van het strategisch comité.

Alleen de leden van het strategisch comité bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4°, nemen deel aan de uitwerking en goedkeuring van het advies. Ze moeten Belg of onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie en minstens eenentwintig jaar oud zijn.

Maximum twee derde van die leden zijn van hetzelfde geslacht.

§ 3. Het beheerscomité richt de aanvraag om advies aan het strategisch comité.

Het strategisch comité brengt zijn advies pas rechtsgeldig uit als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

Als het advies door de leden bedoeld in § 2, eerste lid, 1° tot 4°, niet eenstemmig wordt uitgebracht, worden de verschillende stellingen erin uitgedrukt. Het uitgebrachte advies is met redenen omkleed.

Het strategisch comité maakt zijn eigen huishoudelijk reglement op dat minstens hetgeen volgt bevat :

1° de regels betreffende de bijeenroeping van het strategisch comité;

2° de regels betreffende het voorzitterschap van het strategisch comité;

3° de voorwaarden waaronder het strategisch comité een oproep kan doen op deskundigen of op personen die speciaal bevoegd zijn voor het onderzoek van bijzondere vragen;

4° de regels betreffende de modaliteiten inzake de beraadslaging en de inwinning van adviezen;

5° de regels betreffende de modaliteiten inzake de opstelling en de goedkeuring van adviezen, notulen, door het comité;

6° de regels betreffende de overmaking en de communicatie van de adviezen;

7° de periodiciteit van de vergaderingen;

8° de beroepsregels die als doel hebben het belangenconflict te voorkomen en de naleving van de vertrouwelijkheid te waarborgen.

§ 4. Het strategisch comité zal driemaandelijks erom verzoeken dat het geheel van zijn advies op de agenda van het beheerscomité wordt geplaatst. »

Art. 16. In artikel 46 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 43 van het decreet van 13 maart 2003, worden de woorden "van de uitvoerende bureaus" vervangen door de woorden "van het uitvoerend bureau en van het strategisch comité".

Art. 17. Hoofdstuk IX, opgeheven door artikel 44 van het decreet van 13 maart 2003, luidt als volgt :

« HOOFDSTUK IX. — *Interne audit* »

Art. 18. In hoofdstuk IX, opgeheven bij artikel 44 van het decreet van 13 maart 2003, dat "HOOFDSTUK IX. — *Interne audit*" luidt, worden de volgende artikelen ingevoegd :

« Art. 47. Er wordt een auditcomité opgericht, dat ermee belast is het beheerscomité bij te staan in het vervullen van zijn toezichtbevoegdheden inzake de integriteit van de financiële rapporten, de overeenstemming van de "Office" met de wettelijke en reglementaire eisen, de onafhankelijkheid en de prestatie van het departement van de interne audit alsmede inzake de uitvoering van de externe controles.

Deze opdrachten kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 48. Het auditcomité bestaat uit :

- de voorzitter en de ondervoorzitter van het beheerscomité;
- twee deskundige externe leden die niet van de "Office" afhangen, gekozen op grond van hun bevoegdheid inzake interne audit en aangewezen door de Regering op de voordracht van het beheerscomité.

Ze worden door de Regering aangewezen voor een verlengbare duur van vijf jaar in verband met de duur van het beheerscontract.

De voorzitter en de ondervoorzitter van het auditcomité moeten deel uitmaken van verschillende componenten, waarbij de ene één van de twee vertegenwoordigers is van het beheerscomité en de andere één van de twee externe deskundigen die niet van de "Office" afhangen.

Elk lid dat het auditcomité verlaat, wordt vervangen binnen drie maanden volgend op het beëindigen van zijn mandaat. De voor de vervanging aangewezen persoon voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 49. Het auditcomité vergadert minstens vier keer per jaar. Het auditcomité bepaalt het werkingshandvest waarin minstens de werkingsmodaliteiten voor de vergaderingen van het auditcomité, de uitoefening van zijn opdrachten, zijn rechten en plichten ten opzichte van de "Office", zijn betrekkingen met de organen van de "Office" en de andere organen belast met de externe controle bepaald worden, en legt het handvest ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 50. Het auditcomité beschikt over een departement voor interne audit, genoemd "cel voor interne audit", dat rechtstreeks onder zijn gezag staat en dat belast is met het administratief beheer van de opdrachten van het auditcomité.

Via de auditcel maakt het comité een jaarlijks programma en een meerjarig plan van opdrachten van interne audits op.

Voor elke auditopdracht worden een schriftelijk verslag dat de beschrijving van de feiten en vaststellingen bevat, en een evaluatie van het systeem voor interne controle en van de eventuele aanbevelingen opgemaakt.

Art. 51. De bestaans- en geldmiddelen van het auditcomité, met inbegrip van die betreffende de cel voor interne audit, komen ten laste van de begroting van de "Office" in een aparte budgetlijn. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 343 (2010-2011), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 23 maart 2011.

Bespreking - Stemmingen.